

## "De retour affaiblie, mais pas plus avancée" dans The Guardian (28 juin 1989)

**Légende:** Le 28 juin 1989, commentant la décision du Conseil européen de Madrid d'avaliser la réalisation d'une Union économique et monétaire (UEM) en trois étapes, le quotidien anglais de gauche The Guardian résume les critiques formulées par le gouvernement de Margaret Thatcher à l'encontre de l'UEM.

**Source:** The Guardian. 28.06.1989. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "Coming home weaker but no wiser", auteur:Palmer, John , p. 23.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/de\\_retour\\_affaiblie\\_mais\\_pas\\_plus\\_avancee\\_dans\\_the\\_guardian\\_28\\_juin\\_1989-fr-11efd053-01d1-495f-a9f5-oda92627dofb.html](http://www.cvce.eu/obj/de_retour_affaiblie_mais_pas_plus_avancee_dans_the_guardian_28_juin_1989-fr-11efd053-01d1-495f-a9f5-oda92627dofb.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## De retour affaiblie, mais pas plus avancée

Après un sommet européen que l'on peut qualifier de cirque, il est temps d'avoir un débat sérieux sur l'Union économique et monétaire. Les deux derniers jours à Madrid ont été marqués par des manœuvres et contre-manœuvres relatives au fait de savoir comment et quand les décisions appropriées devront être prises – non pas au sujet des questions relatives à l'union monétaire en elles-mêmes.

Mme Thatcher n'a pas réussi à empêcher le départ du train de la monnaie européenne alors que celui-ci s'apprêtait à quitter la gare. Comme elle l'a reconnu hier, elle ne peut mettre son veto à des discussions intergouvernementales sur la façon de modifier le traité de Rome – alors qu'elle peut opposer son veto à n'importe quel changement de fait. Cela pourrait pourtant se révéler être une victoire à la Pyrrhus, puisque la majorité peut toujours décider de faire pression pour aller de l'avant sans elle.

Il y a plusieurs questions qui doivent être posées au sujet du processus d'intégration de la Communauté européenne qui se dessine actuellement. Par exemple, comment cela sera-t-il concilié avec les demandes d'États membres en devenir de voir la communauté élargie, de même que le propre souhait de la Communauté européenne de s'ouvrir à d'autres pays, tant en Europe occidentale qu'en Europe orientale?

Plus le processus d'intégration des 12 sera rapide et complexe, plus les obstacles à franchir par tout nouveau venu seront grands. Parmi ceux qui arriveront plus tard, on pourrait retrouver l'Autriche et la Norvège (de l'Association européenne de libre-échange) de même que Chypre, Malte et la Turquie, sans parler des pays d'Europe de l'Est, tels que la Hongrie, la Pologne et tout ou partie de la Yougoslavie qui aspirent à adhérer à la Communauté européenne.

Faire obstruction à ces nouveaux arrivants, c'est bien sûr ce qu'entendent certains gouvernements européens qui s'opposent à l'élargissement. Ces pays européens qui ne peuvent digérer l'union monétaire d'un seul coup pourraient finir par devenir des dépendances économiques et politiques de la Communauté européenne.

De tous les arguments avancés par Mme Thatcher à Madrid, celui qu'elle a le moins développé est le manque de responsabilité démocratique dans le système européen de banques centrales proposé.

Pour certaines raisons, notamment le cadre large de la politique économique, les banquiers peuvent rendre compte au Conseil des ministres des Finances – ce qui semble être ce que Mme Thatcher a en tête. Cependant, un tel raisonnement ne tient pas compte du fait que le Conseil n'est en fait responsable vis-à-vis de personne.

Quel sera l'impact politique lorsque les parlementaires à Westminster réaliseront qu'ils n'ont pas le droit de questionner quiconque a de l'importance sur le détail des politiques monétaires qui seront menées par le putatif système européen de banques centrales? Il s'agit d'un mythe que de croire que le Conseil – agissant en tant qu'organe collectif – puisse être tenu responsable vis-à-vis d'un parlement purement national.

Ce qui laisse le Parlement européen directement élu représenter seul les intérêts de l'électorat. Cependant, Mme Thatcher oppose un plus grand rôle dans ce domaine pour les parlementaires européens, au moins aussi farouchement que le plus obtus des chefs de la Bundesbank à Francfort. Elle peut se plaindre du manque de démocratie dans le projet d'union monétaire, mais elle ne dispose pas de stratégie crédible pour s'attaquer à ce problème, si ce n'est d'essayer de bloquer tout le processus.

Ce point est lié à la question plus vaste de la nature des objectifs économiques et sociaux que l'union monétaire est destinée à poursuivre. Selon l'establishment bancaire européen, il est nécessaire pour mettre en œuvre une définition précise de la contre-inflation.

Bien entendu, combattre l'inflation devrait juste être une priorité parmi d'autres buts. Le plein emploi, un équilibre raisonnable du commerce intérieur, un développement écologique durable et une action visant à réduire les inégalités régionales et sociales sont aussi des objectifs valables.

C'est une bonne raison pour se livrer à un réexamen du SME en lui-même – et des étapes vers l'union monétaire – pour voir à quel point ils servent des objectifs plus larges. Certains économistes ont déjà suggéré qu'il est essentiel de disposer d'un système différent de parités des taux de change au sein du SME et d'un processus sensiblement différent d'intervention par les banques centrales pour que le SME encourage les politiques de croissance responsable et de redistribution sociale au lieu de les miner.

C'est vrai par excellence pour une union monétaire complète. Il est ridicule de s'embarquer dans une telle entreprise avec un budget européen qui ne représente que 3 % de la production européenne alors que des transferts de ressources bien plus importants seront nécessaires pour éviter que les régions les plus riches et les plus pauvres de la Communauté ne soient déchirées par le processus d'intégration monétaire.

Le fait est que ces objections n'ont rien de typiquement britannique. Elles sont partagées à des degrés divers et exprimées de différentes manières dans tous les États membres – et en particulier en Allemagne de l'Ouest.

Une fois de plus, la position adoptée par Mme Thatcher s'est retournée contre elle. Elle se retrouve maintenant en situation de fragilité pour contrôler le rythme des événements pour ce qui est de l'union monétaire. Elle a revêtu la parure du soutien de l'adhésion du Royaume-Uni au SME sans véritablement impressionner qui que ce soit et sans avoir obtenu de concessions significatives.

Le Premier ministre doit à présent faire face à un choix difficile. Elle peut essayer de courir après le train de l'UEM en marche vers une Conférence intergouvernementale l'année prochaine, mais sans aller assez vite que pour le rattraper, sans parler d'en prendre le contrôle. L'alternative est qu'elle s'en prenne à ceux de ses conseillers (au Foreign Office surtout) qui lui ont conseillé de paraître plus «pro-Europe», en leur reprochant de l'avoir follement persuadée de poursuivre une politique de mesures infructueuses.

Cependant, si Mme Thatcher en revient au style qu'elle a adopté à Bruges en se présentant comme la garante d'une souveraineté nationale inaltérée, elle risque de se mettre à dos le reste de la Communauté dont les États poursuivraient leur route en dehors du cadre légal des institutions communautaires – et il y a des précédents en la matière.

D'une façon ou d'une autre, la stratégie néo-gaulliste du Premier ministre vis-à-vis de l'Europe ne mène à rien. Dans le même temps, l'opposition devrait calmement soulever les problèmes sérieux d'ordre économique, démocratique et politique posés par le type d'union monétaire dont il a été fait mention cette semaine à Madrid.

Il est important que ce débat ne devienne pas un enjeu national mais bien qu'il se pose au niveau européen. Le Parlement européen et la Confédération européenne des syndicats sont deux espaces de discussions importants où ce débat doit être à présent engagé. L'Union européenne est trop importante que pour être laissée aux eurocrates, aux banquiers centraux ou même aux gouvernements nationaux.

John Palmer